Spedizione in abbonamento postale

Anno 91° — Numero 30

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA

Roma - Lunedì, 6 febbraio 1950

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 80-033 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI

In ITALIA: Abbonamento annuo L. 6024 Semestrale L. 3516 Trimestrale L. 2012 Un fascicolo L. 30.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)

In ITALIA: Abbonamento annuo L. 6024 - Semestrale L. 3516 Trimestrale L. 2012 - Un fascicolo L. 30.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale„ veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80, e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA - presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 - Firenze, via Cavour n. 46 r - Napoli, via Chiaia n. 5 - Torino, via Roma n. 80, sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1949

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 20 ottobre 1949, n. 1071.

Approvazione del Protocollo del 12 novembre 1947 che apporta emendamenti alla Convenzione internazionale per la repressione della circolazione e del traffico delle pubblicazioni oscene.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Ministro per gli affari esteri, di concerto con i Ministri per la grazia e giustizia, per l'interno e per le finanze;

Decreta:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo di Lake Success New York del 12 novembre 1947 che apporta emendamenti alla Convenzione internazionale per la repressione della circolazione e del traffico delle pubblicazioni oscene, firmata a Ginevra il 12 settembre 1923.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* ed ha effetto dal 16 giugno 1949.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 20 ottobre 1949

EINAUDI

DE GASPERI — SFORZA — GRASSI — SCELBA — VANONI

Visto, *il Guardasigilli:* GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 26 gennaio 1950
Atti del Governo, registro n. 31, foglio n. 63. — FRASCA

Protocole amendant la Convention pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes, conclue à Genève le 12 septembre 1923.

Les Etats parties au présent Protocole, considérant que la Convention pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes, conclue à Genève le 12 septembre 1922, a confié à la Société des Nations certains pouvoirs et certaines fonctions et qu'en raison de la dissolution de la Société des Nations il est nécessaire de prendre des dispositions en vue d'assurer l'exercice continu de ces pouvoirs et fonctions, et considérant qu'il est opportun qu'ils soient assumés désormais par l'Organisation des Nations Unies, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier

Les Etats parties au présent Protocole s'engagent, entre eux et conformément aux dispositions du présent Protocole, à attribuer pleine valeur juridique aux amendements à cet instrument contenus dans l'annexe au présent Protocole, à les mettre en vigueur et à en assurer l'application.

Article II

Le Secrétaire général préparera le texte de la Convention du 12 septembre 1923 pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes, revisée conformément au présent Protocole et en transmettra, à titre d'information, des copies au Gouvernement de chaque Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'au Gouvernement de chaque Etat non membre à la signature ou à l'acceptation duquel le présent Protocole est ouvert. Il invitera également les parties à la Convention susmentionnée à appliquer le texte amendé de cet instrument dès l'entrée en vigueur des amendements, même si elles n'ont pas encore pu devenir parties au présent Protocole.

Article III

Le présent Protocole sera ouvert à la signature ou à l'acceptation de tous les Etats parties à la Convention du 12 septembre 1923 pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes, auxquelles le Secrétaire général aura communiqué copie du présent Protocole.

Article IV

Les Etats pourront devenir parties au présent Protocole:

a) Par signature sans réserve d'approbation; ou

b) Par acceptation; l'acceptation s'effectuera par le dépôt d'un instrument formel auprès du Sécretaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article V

1. Le présent Protocole entrera en vigueur à la date à laquelle deux ou plusieurs Etats seront devenus parties audit Protocole.

2. Les amendements contenus dans l'annexe au présent Protocole entreront en vigueur lorsqu'une majorité des parties à la Convention du 12 septembre 1923 pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes seront devenues parties au présent Protocole et, en conséquence, tout Etat qui deviendra partie à la Convention après que les amendements s'y rapportant seront entrés en vigueur, deviendra partie à la Convention ainsi amendée.

Article VI

Conformément aux dispositions du paragraphe premier de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies et au règlement adopté par l'Assemblée générale pour l'application de ce texte, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est autorisé à enregistrer le présent Protocole ainsi que les amendements apportés à la Convention par le présent Protocole, aux dates respectives de leur entrée en vigueur, et à publier le Protocole et la Convention amendée aussitôt que possible après leur enregistrement.

Article VII

Le présent Protocole dont les textes chinois, anglais, français, russe et espagnol font également foi, sera déposé aux archives du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. La Convention qui sera amendée conformément à l'annexe n'existant qu'en anglais et en français, les textes anglais et français de l'annexe feront également foi, et les textes chinois, russe et espagnol seront des traductions.

Une copie certifiée conforme du Protocole, y compris l'annexe, sera envoyée par le Secrétaire général à chacun des Etats parties à la Convention de 12 septembre 1923 pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes, ainsi qu'à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole à la date figurant en regard de leur signature respective.

Fait à Lake Success, New York le douze novembre mil neuf cent quarante-sept.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

SFORZA

Annexe au protocole amendant la Convention pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes, conclue à Genève le 12 septembre 1923.

A l'article 8, les premier et deuxième alinéas seront rédigés comme suit:

La présente Convention est sujette à ratification. Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en notifiera le dépôt aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux Etats non membres auxquels il aura communiqué copie de la Convention.

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies communiquera immédiatement au Gouvernement de la République française copie certifiée conforme de tout instrument se rapportant à la présente Convention.

L'article 9 sera rédigé comme suit:

Les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies pourront adhérer à la présente Convention. Il en sera de même pour les Etats non membres auxquels le Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies pourra décider de communiquer officiellement la présente Convention.

Cette adhésion s'effectuera au moyen d'un instrument communiqué au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, aux fins de dépôt dans les archives du Secrétariat. Le Secrétaire général notifiera ce dépôt immédiatement aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'aux Etats non membres auxquels il aura communiqué copie de la Convention.

A l'article 10, on substituera aux mots Membre de la Société des Nations, *les mots* Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies.

Au premier alinéa de l'article 12, on substituera les mots Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies *aux mots* Secrétaire général de la Société des Nations, *et les mots* l'Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies *aux mots* le Membre de la Société des Nations.

Le deuxième alinéa de l'article 12 sera rédigé comme suit:

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies portera à la connaissance de chacun des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des Etats non membres auxquels il aura communiqué copie de la Convention, toute dénonciation reçue par lui.

L'article 13 sera supprimé.

L'article 14 sera rédigé comme suit:

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies tiendra une liste spéciale de toutes les parties qui ont signé, ratifié ou dénoncé la présente Convention ou y ont adhéré. Cette liste pourra être consultée en tout temps par tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies ou par tout Etat non membre auquel le Secrétaire général aura communiqué copie de la Convention.

Elle sera publiée aussi souvent que possible.

A l'article 15, les mots la Cour permanente de Justice internationale *seront remplacés par les mots* la Cour internationale de Justice, *et les mots* le protocole de signature de la Cour permanente de Justice internationale *par les mots* le Statut de la Cour internationale de Justice.

A l'article 16, les mots le Conseil de la Société des Nations *seront remplacés par les mots* le Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies.

Pour l'Afghanistan:
A. Hosayn Aziz — 12 Novembre 1947

Pour l'Argentine:
José Arce — 12 Novembre 1947

Pour l'Australie:
Herbert V. Evatt — 13 Novembre 1947

Pour le Royaume de Belgique:
F. van Langenhove — 12 Novembre 1947

Pour la Bolivie:

Pour le Brésil:
ad referendum Joao Carlos Muniz — 17 Marzo 1948

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie:

Pour le Canada:
J. L. Ilsley — 24 Novembre 1947

Pour le Chili:

Pour la Chine:
Peng Chum Chang — 12 Novembre 1947

Pour la Colombie:

Pour la Costa-Rica:

Pour Cuba:

Pour la Tchécoslovaquie:
Jan Masaryk — 12 Novembre 1947

Pour le Danemark:
ad referendum Bodil Begtrup — 12 Novembre 1947

Pour la République Dominicaine:

Pour l'Equateur:

Pour l'Egypte:
M. H. Haykal Pasha — 12 Novembre 1947

Pour le Salvador:

Pour l'Ethiopia:

Pour la France:

Pour la Grèce:

Pour le Guatemala:

Pour Haïti:
Max H. Dorsinville — 12 Novembre 1947

Pour le Honduras:

Pour l'Islande:

Pour l'Inde:
M. K. Vellodi — 12 Novembre 1947

Pour l'Iran:

Pour l'Irak:

Pour le Liban:

Pour le Libèria:

Pour le Grand-Duché de Luxembourg:
Sous réserve d'approbation
Pierre Pescatore — 12 Novembre 1947

Pour le Mexique:
L. Padilla Nervo — 4 Febbraio 1948

Pour le Royaume des Pays Bas:
ad referendum
J. H. van Royen — 12 Novembre 1947

Pour la Nouvelle-Zélande:

Pour le Nicaragua:

Pour le Royaume de Norvège:
Sous réserve de ratification
Finn Moe — 12 Novembre 1947

Pour le Pakistan:
Zafrullah Khan — 12 Novembre 1947

Le représentant du Pakistan désire faire savoir que, conformément aux dispositions du paragraphe du *Schedule to the Indian Independance Order*, 1947, le Pakistan se considère Partie à la Convention internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes, conclue à Genève le 12 septembre 1923, du fait que l'Inde est devenue Partie à cette Convention avant le 15 août 1947.

Pour le Panama:
R. J. Alfaro — 20 Novembre 1947

Pour le Paraguay:

Pour le Pérou:

Pour la République des Philippines:

Pour la Pologne:

Pour l'Arabie Saoudite:

Pour le Siam:

Pour la Suède:

Pour la Syrie:

Pour la Turquie:

SELIM SARPER 12 Novembre 1947

Pour la République Socialiste Soviétique d'Ukraine:

Pour l'Union Sud-Africaine:

H. T. ANDREWS 12 Novembre 1947

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

A. GROMYKO 18 Décembre 1947

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Pour l'Uruguay:

Pour le Venezuela:

Pour le Yémen:

Pour la Yougoslavie:

DR. JOZA VILFAN 12 Novembre 1947

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA
8 dicembre 1949, n. 1072.

Cambiamento della denominazione del comune di Masino, in provincia di Torino, in quella di « Caravino ».

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la domanda con la quale il sindaco di Masino, provincia di Torino, in esecuzione della deliberazione 24 gennaio 1948, n. 61, del Consiglio comunale, chiede l'autorizzazione a modificare la denominazione del Comune in quella di « Caravino »;

Visto il parere favorevole della Deputazione provinciale di Torino emesso in adunanza 13 giugno 1946, con la deliberazione n. 16;

Visto l'art. 266 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato con regio decreto 3 marzo 1934, n. 383;

Sulla proposta del Ministro per l'interno;

Decreta:

Il comune di Masino, in provincia di Torino, assume la denominazione di « Caravino ».

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 8 dicembre 1949

EINAUDI

SCELBA

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 31 gennaio 1950
Atti del Governo, registro n. 31, foglio n. 74. — FRASCA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA
14 dicembre 1949, n. 1073.

Concessione, con dichiarazione di pubblica utilità, della costruzione ed esercizio della funicolare da Barzio ai Piani di Bobbio, alla Società a responsabilità limitata « Seggiovie Barzio ».

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista l'istanza 30 maggio 1949, e l'altra successiva senza data presentate dalla Società a responsabilità limitata « Seggiovie di Barzio » per la concessione di impianto e d'esercizio di una funicolare aerea monofune da Barzio a Piani di Bobbio;

Visto il progetto redatto dalla ditta Graffer - Seggiovie di Trento, a firma dell'ing. Sandro Disertori, con bolli dell'Ufficio del registro di Trento in data 10 giugno 1949;

Visti gli atti 14 settembre e 5 ottobre 1949, coi quali la ditta Spreafico Arialdo si è opposta alla costruzione dell'impianto predetto contestandone la pubblica utilità;

Udito il parere emesso dalla Commissione per le funicolari aeree e terrestri nell'adunanza del 16 novembre 1949, il cui testo è allegato al presente decreto e le cui considerazioni si intendono integralmente qui riprodotte;

Vista la legge 23 giugno 1927, n. 1110;

Visto il regio decreto-legge 24 novembre 1930, n. 1632, convertito nella legge 17 aprile 1931, n. 526;

Vista la legge 25 giugno 1865, n. 2359, modificata con legge 18 dicembre 1879, n. 5188;

Visto l'art. 30 del regio decreto 8 febbraio 1923, n. 422;

Visto il regio decreto-legge 26 giugno 1927, n. 1570, convertito nella legge 6 dicembre 1928, n. 3045;

Sulla proposta del Ministro per i trasporti;

Decreta:

Art. 1.

Respinta ogni contraria opposizione sono concessi, con dichiarazione di pubblica utilità, alla Società a responsabilità limitata « Seggiovie di Barzio », la costruzione e l'esercizio della funicolare aerea monofune da Barzio ai Piani di Bobbio.

Art. 2.

E' approvato e reso esecutorio l'atto-capitolato stipulato il 1° dicembre 1949 tra il delegato del Ministro per i trasporti in rappresentanza dello Stato, ed il legale rappresentante della Società a responsabilità limitata « Seggiovie di Barzio », con sede in Milano, per la concessione a quest'ultima, della costruzione e dell'esercizio della funicolare predetta.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 14 dicembre 1949

EINAUDI

CORBELLINI

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 31 gennaio 1950
Atti del Governo, registro n. 31, foglio n. 73. — FRASCA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 22 dicembre 1949, n. 1074.

Approvazione del capitolato del 24 novembre 1949 fra il Ministro per i trasporti e la ditta « Autoindustriale », per la concessione alla medesima dell'impianto e dell'esercizio della filovia Torino-Pino-Chieri.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il testo unico delle disposizioni di legge per le ferrovie concesse all'industria privata, le tramvie a trazione meccanica e le automobili, approvato con regio decreto 9 maggio 1912, n. 1447, e successive modificazioni;

Visto il regio decreto-legge 14 luglio 1937, n. 1728, convertito nella legge 23 dicembre 1937, n. 2562, recante nuove disposizioni per agevolare la concessione di filovie;

Udito il Consiglio superiore dei lavori pubblici;

Sulla proposta del Ministro per i trasporti;

Decreta:

E' approvato e reso esecutorio l'atto-capitolato 24 novembre 1949, stipulato fra il delegato del Ministro per i trasporti e il legale rappresentante della ditta « Autoindustriale », di Vigo Giovanni fu Pietro, con sede in Torino, per la concessione alla medesima dell'impianto e dell'esercizio della filovia Torino-Pino-Chieri.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 22 dicembre 1949

EINAUDI

CORBELLINI

Visto, *il Guardasigilli:* GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 31 gennaio 1950
Atti del Governo, registro n. 31, foglio n. 72. — FRASCA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 1° settembre 1949, n. 1075.

Riconoscimento della personalità giuridica della Casa religiosa « Istituto Giovanna d'Arco », con sede in Torino.

N. 1075. Decreto del Presidente della Repubblica 1° settembre 1949, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Casa religiosa « Istituto Giovanna d'Arco », con sede in Torino, e viene autorizzato il trasferimento a favore della Casa religiosa medesima di un immobile da essa posseduto « animo domini » da epoca anteriore al Concordato con la Santa Sede, consistente in un fabbricato adibito a sede di Istituto religioso, situato in Torino, valutato L. 5.000.000.

Visto, *il Guardasigilli:* GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 31 gennaio 1950

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 24 ottobre 1949, n. 1076.

Erezione in ente morale della Cassa scolastica dell'Istituto tecnico commerciale « Diaz » di Napoli.

N. 1076. Decreto del Presidente della Repubblica 24 ottobre 1949, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la Cassa scolastica dell'Istituto tecnico commerciale « Diaz » di Napoli viene eretta in ente morale e ne viene approvato il relativo statuto.

Visto, *il Guardasigilli:* GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 31 gennaio 1950

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 24 ottobre 1949, n. 1077.

Autorizzazione all'Università di Roma ad accettare una donazione.

N. 1077. Decreto del Presidente della Repubblica 24 ottobre 1949, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, l'Università di Roma viene autorizzata ad accettare la donazione della somma di L. 100.000 nominali, in titoli del Debito pubblico italiano 5 %, disposta in suo favore dal dott. Gaspare Scaglione con atto pubblico in data 14 settembre 1948, per l'istituzione di un premio di studio biennale da intitolarsi « Premio Albertina Pierucci Scaglione » e da conferirsi, per concorso, ad un laureato in medicina in una Università italiana, che presenti il migliore lavoro in pediatria basato su personali ricerche.

Visto, *il Guardasigilli:* GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 31 gennaio 1950

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 27 ottobre 1949, n. 1078.

Dichiarazione formale dei fini della Confraternita di San Giuseppe e SS.ma Trinità, con sede in Nusco (Avellino).

N. 1078. Decreto del Presidente della Repubblica 27 ottobre 1949, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene provveduto alla dichiarazione formale dei fini della Confraternita di San Giuseppe e SS.ma Trinità, con sede in Nusco (Avellino).

Visto, *il Guardasigilli:* GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 31 gennaio 1950

RELAZIONE e DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 28 gennaio 1950.

Scioglimento del Consiglio comunale di Cerignola (Foggia) e nomina del commissario straordinario.

AL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

L'Amministrazione comunale di Cerignola (Foggia) sorta dalle elezioni amministrative del marzo 1946, si è contraddistinta, in circa quattro anni di gestione, per la sua azione, improntata a spirito di parte ed a principi di tornaconto personale, per una serie innumerevole di abusi commessi in ogni ramo dell'attività amministrativa e per sistematica violazione di norme di legge, come è emerso da un'inchiesta recentemente ivi eseguita da un ispettore ministeriale.

Monopolizzata quasi tutta l'attività del Comune dalla Giunta municipale, la quale ha usato ed abusato, senza giustificati motivi, dei poteri di urgenza per deliberare su materie di competenza del Consiglio, il sindaco ed i singoli assessori sono stati gli arbitri assoluti ed incontrastati delle attività più delicate del Comune.

Va posta in primo piano la figura del sindaco, il quale nessuna occasione ha traslasciato per trarre dalla carica rivestita il massimo profitto personale e per commettere, violando categorici precetti di legge, atti di favoritismo nei confronti di parenti od amici.

La Cassa dell'economato del comune, alla quale hanno affluito ingenti fondi gestiti fuori bilancio, è stata la sorgente da cui egli ha attinto dal 1947 fino all'epoca della ispezione, con semplici ordini redatti su pezzi di carta, somme di entità ragguardevole per spese di viaggio, peraltro non documentate, e per altre di varia natura, facendosi, inoltre, rimborsare, fra le prime, anche l'importo del biglietto di 1ª classe in treno, nonostante fosse fornito, per la sua qualità di sindaco, di regolare permanente rilasciatogli dalle Ferrovie dello Stato, per un percorso di km. 1100, che tocca i più importanti centri del territorio nazionale, fra cui Roma, Torino, Firenze, Milano, Bologna, Bari, ecc.

Ma non vi è ramo dell'Amministrazione comunale in cui egli non si sia ingerito per commettere arbitri ed illegalità di ogni sorta, che vanno dal licenziamento del direttore del Servizio della nettezza urbana, sig. Capaldo Espedito, in seguito riassunto dal Comune con il pagamento degli arretrati e rimborso spese per sfuggire alle inevitabili conseguenze di una

sentenza di condanna nel giudizio civile dallo stesso intentato, al rilascio a persone non aventi diritto (fra cui alcuni suoi parenti, nonostante il rifiuto opposto dall'impiegato addetto al Servizio) di numerosi scontrini di concessione ferroviaria riservata agli indigenti avviati dal Comune ad ospedali o luoghi di cura; dalla concessione di copiosi buoni di prelevamento di generi tesserati presso gli spacci di due cooperative, fatta in periodo elettorale, agli ordini dati di ingaggiare nei lavori per la disoccupazione invernale persone invalide e non segnalate dal competente Ufficio del lavoro e di comprendere nei mandati di pagamento, dopo aver egli stesso fissato il numero delle giornate lavorative e la somma della paga giornaliera, persone che non avevano mai lavorato; dalle autorizzazioni di ricovero in ospedale concesse a persone non aventi diritto, alle somministrazioni di medicinali della farmacia comunale ivi comprese le specialità disposte, nonostante l'opposizione dei tre medici condotti e dell'Ufficio sanitario, con criteri del tutto arbitrari; dell'abusiva imposizione di sovraprezzi sui generi di largo consumo, all'illegale commercio di generi tesserati, prelevati da molini e pastifici locali, ed alla raccolta incontrollata di contribuzioni cittadine, cosiddette volontarie.

Seguono, in ordine di importanza della carica, e non dell'insaziabile avidità di sfruttamento della stessa, il vice sindaco Spagnoli, gli assessori Battaglini, Manzi, Di Stasi, Specchio e Melpignano, i quali, a seconda del servizio cui sono preposti, hanno disposto incontrollatamente e con favoritismi di ogni sorta in materia di assistenza, occupazione, conciliazione di contravvenzioni, ecc.

Ai singoli assessori, quindi, più che alla Giunta collegialmente considerata, fa capo la vita del Comune.

Il Consiglio, organo preminente della civica azienda, non solo si disinteressa degli abusi da essi commessi, ma assume un ruolo di secondo ordine, limitandosi a ratificare i provvedimenti adottati dalla Giunta con i poteri di urgenza (ben 236 deliberazioni).

Le poche volte in cui rivendica l'esercizio legittimo dei suoi poteri, lo fa per dimostrare la sua proterva e decisa ribellione all'osservanza della legge ed agli ordini dell'autorità di vigilanza

Infatti.

1. Sebbene l'applicazione dell'imposta di famiglia per i Comuni deficitari sia obbligatoria, il Consiglio comunale predetto, con deliberazione 30 giugno 1946, decise di non applicarla, precisando, nella deliberazione stessa, che così operando, rispettava i principi programmatici del proprio partito.

2. Nonostante la reiterata mancata approvazione del provvedimento relativo all'inquadramento in organico di n. 14 vigili straordinari già assunti per un periodo limitato e per circostanze contingenti nel 1945 ed il cui onere doveva gravare sui proprietari locali di beni stabili e sugli esercenti delle industrie, mentre è stato sopportato dal Comune l'Amministrazione ha mantenuto e mantiene tuttora in servizio tale personale, utilizzandolo in incarichi non sempre attinenti ai compiti di polizia municipale.

3. In occasione della risoluzione del contratto di appalto della nettezza urbana con la Cooperativa XXIV Maggio, il Consiglio deliberò e liquidò ugualmente una speciale indennità di buona uscita, sotto forma di maggiori assegni dovuti al personale, nonostante il diniego di approvazione della deliberazione stessa da parte dell'autorità tutoria e la pessima prova fatta dalla Cooperativa stessa.

Ma la decisa volontà dell'Amministrazione di agire in aperto contrasto con le disposizioni impartite dagli organi di vigilanza e di tutela e di non deflettere dall'azione illegale intrapresa può dirsi che non ha limiti, anche quando si sono già manifestati i primi sintomi che essa porterà a risultati rovinosi per la finanza della civica azienda

Gli esempi più evidenti si hanno nei più importanti servizi pubblici, che essa preferisce gestire direttamente, prescindendo dalla prescritta preventiva approvazione dei relativi regolamenti. Tale è il caso della latteria municipale, la quale è stata gestita con criteri rovinosi nonostante l'autorità tutoria fosse ripetutamente intervenuta negando la propria approvazione alle deliberazioni adottate al riguardo.

Non hanno dato migliori risultati la gestione diretta del frigorifero, quella del mercato ortofrutticolo, nella quale il Comune, in aperta violazione delle norme di cui al regio decreto 21 agosto 1937, n 1982, e senza il necessario crisma dell'autorità tutoria, assunse la veste di commissionario per l'acquisto e la vendita di prodotti: quelle della nettezza urbana, della somministrazione di medicinali ai poveri, fatta dalla farmacia comunale, e delle affissioni pubbliche.

Quando gli scopi da perseguire rispondono ad interessi personali o mirano a favorire determinate categorie di cittadini, per l'Amministrazione comunale di Cerignola non esiste la legge, si prescinde dai regolamenti, si dà ugualmente corso a deliberazioni non approvate (oltre ad i vari casi dianzi esposti, si richiama ancora quello relativo alla 13ª mensilità, dell'indennità di carica, percepita dagli amministratori nell'esercizio 1947, nonostante la relativa deliberazione non avesse riportata la prescritta approvazione) non ci si preoccupa della gravissima situazione del bilancio, il cui disavanzo di amministrazione, ammontante ad oltre 18 milioni alla chiusura dell'esercizio 1948, era già salito, durante i dieci mesi dell'esercizio 1949, a circa 27 milioni.

A scopo di favoritismo, infatti, si è assunto e mantenuto in servizio personale esuberante per le necessità dei servizi comunali e si sono sperperate ingenti somme, raccolte con tassazioni illegali ed arbitrarie imposte talora con intimidazioni e con semplici ordini del sindaco o nelle forme più varie ed amministrate fuori bilancio.

Da quanto precede risulta palese quanto arbitraria, faziosa ed illegale sia stata la condotta dei singoli membri e degli organi dell'Amministrazione di Cerignola, la quale, oltre che rimanere sorda agli avvertimenti rivolti dagli stessi funzionari del Comune, circa la necessità di ottemperare almeno ai più importanti ed inderogabili precetti di legge, ha completamente eluso, più che soltanto inosservato, i provvedimenti tutori e le direttive dell'autorità prefettizia, dimostrando, in tal modo, il suo deliberato proposito di persistere nella sistematica violazione di legge.

Considerato, pertanto, che tutti i tentativi fatti per ricondurre nell'ambito della legalità l'azione della Amministrazione predetta sono riusciti infruttuosi e tenuto conto, altresì, del grave pregiudizio che la situazione attuale reca alla civica azienda, si ritiene necessario che venga ordinato lo scioglimento di quel Consiglio, ai sensi dell'art. 323 del testo unico 1915 della legge comunale e provinciale.

In tali sensi si è anche pronunziato il Consiglio di Stato nella adunanza del 28 dicembre 1949 e, pertanto, in conformità del parere espresso dall'autorevole Consesso, è stato predisposto l'unito schema di decreto che mi onoro sottoporre alla firma della S. V. Ill.ma e che contempla anche la nomina di un commissario straordinario al Comune nella persona del vice prefetto ispettore, dott. Francesco De Sario.

Roma, addì 25 gennaio 1950

Il Ministro: SCELBA

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visti gli articoli 323 e 324 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato con regio decreto 4 febbraio 1915, n. 148, e la legge 5 giugno 1947, n. 530;

Visto il parere favorevole espresso dal Consiglio di Stato nell'adunanza del 28 dicembre 1949;

Sulla proposta del Ministro per l'interno;

Decreta:

Art. 1.

Il Consiglio comunale di Cerignola (Foggia) è sciolto.

Art. 2.

Il vice prefetto dott. Francesco De Sario è nominato commissario straordinario per l'amministrazione provvisoria del Comune fino all'insediamento del nuovo Consiglio, ai sensi di legge.

Al predetto commissario sono conferiti i poteri spettanti al Consiglio stesso.

Il Ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 28 gennaio 1950

EINAUDI

SCELBA

(517)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 22 dicembre 1949.

Dimissioni dalla carica di agente di cambio presso la Borsa valori di Genova del dott. Agostino Murchio.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il regio decreto 9 giugno 1925, registrato alla Corte dei conti il 12 giugno 1925, registro n. 8 Finanze, foglio n. 53, con il quale il dott. Agostino Murchio fu Carlo fu, tra gli altri, nominato agente di cambio presso la Borsa valori di Genova;

Vista la dichiarazione in data 20 ottobre 1949, con la quale il predetto dott. Murchio ha rassegnato le dimissioni dalla carica di agente di cambio;

Visti i pareri favorevoli espressi dall'ispettore superiore del Tesoro addetto alla vigilanza governativa della Borsa valori di Genova, dal Comitato direttivo degli agenti di cambio e dalla Deputazione della borsa medesima, per l'accettazione delle dimissioni;

Sulla proposta del Ministro per il tesoro;

Decreta:

Con decorrenza dal 20 ottobre 1949, sono accettate le dimissioni rassegnate dal dott. Agostino Murchio fu Carlo dalla carica di agente di cambio della Borsa valori di Genova.

Il Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto, che sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a Roma, addì 22 dicembre 1949

EINAUDI

PELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 20 gennaio 1950
Registro Tesoro n. 1, foglio n. 154. — GRIMALDI

(463)

DECRETO MINISTERIALE 10 dicembre 1949.

Importazione temporanea di filati di lana, greggi e/o tinti, per la fabbricazione di calze, maglierie e tessuti.

IL MINISTRO PER LE FINANZE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL COMMERCIO CON L'ESTERO

Visto il testo delle disposizioni sulle importazioni ed esportazioni temporanee, approvato con il decreto-legge 18 dicembre 1913, n. 1453, convertito nella legge 17 aprile 1925, n. 473, e le successive modificazioni ed aggiunte;

Visto il regio decreto 6 aprile 1922, n. 547, che approva il regolamento relativo;

Visto il regio decreto-legge 27 ottobre 1937, n. 2209, convertito, con modifiche, nella legge 11 aprile 1938, n. 709, che modifica la procedura per le concessioni di importazione ed esportazione temporanee;

Visto il parere favorevole espresso dal Comitato consultivo per le importazioni ed esportazioni temporanee nella seduta del 25 giugno 1949;

Ricorrendo le condizioni previste dall'art. 1, secondo comma, del regio decreto-legge 27 ottobre 1937, n. 2209;

Decreta:

Art. 1.

E' consentita, per la durata di sei mesi, la importazione temporanea di filati di lana greggi e/o tinti, per la fabbricazione di calze, maglierie e tessuti.

Art. 2.

Il quantitativo minimo di filati da ammettere alla importazione temporanea ed il termine massimo per la riesportazione dei prodotti ottenuti sono rispettivamente stabiliti in kg. 25 ed un anno.

Art. 3.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti ed entrerà in vigore nel giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 10 dicembre 1949

Il Ministro per le finanze
VANONI

Il Ministro per il commercio con l'estero
BERTONE

Registrato alla Corte dei conti, addì 13 gennaio 1950
Registro Finanze n. 1, foglio n. 148. — BENNATI

(520)

DECRETO MINISTERIALE 10 gennaio 1950.

Esonero parziale della osservanza delle norme per la prevenzione degli infortuni in materia di generatori di vapore contenute nel regolamento approvato con regio decreto 12 maggio 1927, n. 824.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA E COMMERCIO
AD INTERIM

Visto l'art. 5 del regolamento approvato con regio decreto 12 maggio 1927, n. 824, per l'esecuzione del regio decreto-legge 9 luglio 1926, n. 1331, convertito nella legge 16 giugno 1927, n. 1132;

Visto l'art. 21, commi primo e quinto del regolamento predetto;

Udito il Consiglio tecnico dell'Associazione nazionale per il controllo della combustione;

Decreta:

Sono esonerati dall'obbligo dell'applicazione degli apparecchi di alimentazione prescritto dall'art. 21, commi primo e quinto del regolamento approvato con regio decreto 12 maggio 1927, n. 824, gli utenti di generatori di vapore, di fabbricazione U.S.A., da installarsi in Italia in nuove centrali termoelettriche, e corrispondenti alle seguenti caratteristiche:

a) siano del tipo acquatubolare;

b) siano provvisti di focolare totalmente schermato e privi di muratura;

c) funzionino a carbone polverizzato, o a combustibile liquido a gas;

d) siano di potenzialità non inferiore a 100 t/h;

e) siano provvisti di apparecchi di alimentazione che soddisfino a queste prescrizioni;

f) abbiano pompe di alimentazione la cui portata complessiva sia almeno pari al 180 % dell'acqua necessaria per la vaporizzazione corrispondente alla potenzialità massima del generatore o del complesso dei generatori fra loro comunicanti cui esse pompe sono adibite ed a tale effetto per potenzialità massima del generatore o del complesso dei generatori, come sopra definiti, deve intendersi quella che corrisponde al massimo carico continuo dichiarato dal costruttore;

g) per ogni generatore o gruppo di generatori fra loro comunicanti siano adibite non meno di due pompe di alimentazione alimentate da due diverse fonti di energia, una delle quali deve essere costituita da vapore;

h) la pompa o le pompe azionate da vapore abbiano una portata complessiva pari ad almeno il 60 % dell'acqua necessaria ad una vaporizzazione corrispondente alla potenzialità massima del generatore o dei generatori, come innanzi definita.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 10 gennaio 1950

Il Ministro per il lavoro e la previdenza sociale
FANFANI

Il Ministro per l'industria e commercio ad interim
BERTONE

(437)

DECRETO MINISTERIALE 17 gennaio 1950.

Istituzione nella provincia di Roma, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, della Commissione provinciale per il collocamento di cui all'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264, sui provvedimenti in materia di avviamento al lavoro e di assistenza dei lavoratori involontariamente disoccupati;

Viste le designazioni fatte dalle associazioni interessate su richiesta del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione di Roma e comunicate al Ministero con nota n. 23233 in data 5 novembre 1949;

Decreta:

Articolo unico.

E' istituita nella provincia di Roma, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, la Commissione provinciale per il collocamento composta dai signori:

Presidente:

Direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro.

Membri:

Ing. Angeloni Andrea, rappresentante del Genio civile;

Avv. Carfagna Umberto, rappresentante della Camera di commercio, industria e agricoltura;

Dott. Binelli Sergio, rappresentante dell'Ispettorato provinciale dell'agricoltura;

Cianca Claudio, Pochetti Mario, Amori Antonello, Rospini Luigi, Romagnino Michele, Pannocchia Nicola e Parsi Francesco, rappresentanti dei lavoratori;

Dott. Girelli Mario, dott. Casale Guido, rag. Passamonti Redento e dott. Lironcurti Mario, rappresentanti dei datori di lavoro;

Rag. Volpi Carlo, rappresentante dei coltivatori diretti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 17 gennaio 1950

Il Ministro: FANFANI

(390)

DECRETO MINISTERIALE 21 gennaio 1950.

Istituzione nella provincia di Caltanissetta, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, della Commissione provinciale per il collocamento di cui all'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264, sui provvedimenti in materia di avviamento al lavoro e di assistenza dei lavoratori involontariamente disoccupati;

Viste le designazioni fatte dalle associazioni interessate, su richiesta del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione di Caltanissetta, e comunicate al Ministero con nota n. 8446 in data 25 ottobre 1949;

Decreta:

Articolo unico.

E' istituita nella provincia di Caltanissetta, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, la Commissione provinciale per il collocamento composta dai signori:

Presidente:

Direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro.

Membri:

Ing. Borruso Pietro, rappresentante del Genio civile;

Ing. Amatò Ernesto, rappresentante della Camera di commercio, industria e agricoltura;

Dott. Vigiani Danilo, rappresentante dell'Ispettorato provinciale dell'agricoltura;

On. La Marca Salvatore, Faletra Guido, Farruggia Salvatore, Spalanga Domenico, rag. Arnone Bernardo, Gallo Giuseppe e dott. Modica Giovanni, rappresentanti dei lavoratori;

Lo Cascio Calogero, geom. Russo Giuseppe, avvocato Correnti Luigi e Polizzi Alfredo, rappresentanti dei datori di lavoro;

Di Forte Salvatore, rappresentante dei coltivatori diretti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 21 gennaio 1950

Il Ministro: FANFANI

(482)

DECRETO MINISTERIALE 23 gennaio 1950.

Istituzione nella provincia di Trapani, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, della Commissione provinciale per il collocamento di cui all'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264, sui provvedimenti in materia di avviamento al lavoro e di assistenza dei lavoratori involontariamente disoccupati;

Viste le designazioni fatte dalle associazioni interessate, su richiesta del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione di Trapani e comunicate al Ministero con nota n. 32011 in data 7 ottobre 1949;

Decreta:

Articolo unico.

E' istituita nella provincia di Trapani, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, la Commissione provinciale per il collocamento composta dai signori:

Presidente:

Direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro.

Membri:

Geom. Tranchida Domenico, rappresentante del Genio civile;

Dott. Scalabrini Luigi, rappresentante della Camera di commercio, industria e agricoltura;

Dott. Messina Antonino, rappresentante dell'Ispettorato provinciale dell'agricoltura;

On. Adamo Ignazio, Rizzo Giovanni, Pedone Gino, dott. Piano Vincenzo, dott. De Vincenzi Michele, Sammaritano Andrea e dott. Alestra Antonino, rappresentanti dei lavoratori;

Malzanni Vincenzo, dott. Perricone Rosario, Fortunato Luigi e Navetta Michele, rappresentanti dei datori di lavoro;

Larato Luca, rappresentante dei coltivatori diretti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 23 gennaio 1950

Il Ministro: FANFANI

(480)

DECRETO MINISTERIALE 23 gennaio 1950.

Istituzione nella provincia di Messina, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, della Commissione provinciale per il collocamento di cui all'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264, sui provvedimenti in materia di avviamento al lavoro e di assistenza dei lavoratori involontariamente disoccupati;

Viste le designazioni fatte dalle associazioni interessate, su richiesta del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione di Messina e comunicate al Ministero con nota n. 26891 in data 10 ottobre 1949;

Decreta:

Articolo unico.

E' istituita nella provincia di Messina, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, la Commissione provinciale per il collocamento composta dai signori:

Presidente:

Direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro.

Membri:

Ing. Casales Giuseppe, rappresentante del Genio civile;

Avv. Tornatola Francesco, rappresentante della Camera di commercio, industria e agricoltura;

Dott. Lo Cascio Salvatore, rappresentante dell'Ispettorato provinciale dell'agricoltura;

On. Mondello Pietro, Bontempo Giuseppe, Fiorentino Armando, dott. Muccioli Antonio, dott. Genovese Nicolò, dott. Cuzari Walter e De Marco Michele, rappresentanti dei lavoratori;

Frizzi Gaetano, Irrera Renato, avv. Bonfiglio Francesco e dott. D'Andrea Andrea, rappresentanti dei datori di lavoro;

Dott. Cuzari Heros, rappresentante dei coltivatori diretti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 23 gennaio 1950

Il Ministro: FANFANI

(481)

DECRETO MINISTERIALE 23 gennaio 1950.

Istituzione nella provincia di Genova, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, della Commissione provinciale per il collocamento di cui all'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264, sui provvedimenti in materia di avviamento al lavoro e di assistenza dei lavoratori involontariamente disoccupati;

Viste le designazioni fatte dalle associazioni interessate, su richiesta del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione di Genova e comunicate al Ministero con nota n. 16935 in data 2 novembre 1949;

Decreta:

Articolo unico.

E' istituita nella provincia di Genova, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, la Commissione provinciale per il collocamento composta dai signori:

Presidente:

Direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro.

Membri:

Ing. Landonio Attilio, rappresentante del Genio civile;

Fioroni Ettore, rappresentante della Camera di commercio, industria e agricoltura;

Dott. Radaelli Giuseppe, rappresentante dell'Ispettorato provinciale dell'agricoltura;

Pigna Bruno, Romei Andrea, Quercioli Tullio, avvocato Minnicelli Arnaldo, Carpi Emilio, Mantelli Giovanni e Teresi Eugenio, rappresentanti dei lavoratori;

Ciminelli Vincenzo, dott. Copello Aldo, dott. Sanfiorenzo Giorgio e Napolitano Paolino, rappresentanti dei datori di lavoro;

Pittaluga Giovanni, rappresentante dei coltivatori diretti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 23 gennaio 1950

Il Ministro: FANFANI

(483)

DECRETO MINISTERIALE 23 gennaio 1950.

Istituzione nella provincia di Padova, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, della Commissione provinciale per il collocamento di cui all'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264, sui provvedimenti in materia di avviamento al lavoro e di assistenza dei lavoratori involontariamente disoccupati;

Viste le designazioni fatte dalle associazioni interessate, su richiesta del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione di Padova e comunicate al Ministero con note n. 49/9937 e n. 49/9659 in data rispettivamente dell'8 e 15 ottobre 1949;

Decreta:

Articolo unico.

E' istituita nella provincia di Padova, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, la Commissione provinciale per il collocamento composta dai signori:

Presidente:

Direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro.

Membri:

Dott. Fontana Pietro, rappresentante del Genio civile;

Testi Luigi, rappresentante della Camera di commercio, industria e agricoltura;

De Rizzo Pietro, rappresentante dell'Ispettorato provinciale dell'agricoltura;

Nicolè Antonio, Visentin Giovanni, Penello Luciano, dott. Franceschini Alberto, Galvan Renato, Miotto Renato e Valgimigli Gino, rappresentanti dei lavoratori;

Dott. Fossato Renzo, ing. Pavanato Antonio, dottor Benacchio Mario e dott. Mazzei Elios, rappresentanti dei datori di lavoro;

De Marzi Fernando, rappresentante dei coltivatori diretti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 23 gennaio 1950

Il Ministro: FANFANI

(484)

DECRETO MINISTERIALE 23 gennaio 1950.

Istituzione nella provincia di Cremona, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, della Commissione provinciale per il collocamento di cui all'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264, sui provvedimenti in materia di avviamento al lavoro e di assistenza dei lavoratori involontariamente disoccupati;

Viste le designazioni fatte dalle associazioni interessate, su richiesta del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione di Cremona e comunicate al Ministero con nota n. 8604 in data 11 ottobre 1949;

Decreta:

Articolo unico.

E' istituita nella provincia di Cremona, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, la Commissione provinciale per il collocamento composta dai signori:

Presidente:

Direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro.

Membri:

Ing. Contini Giulio, rappresentante del Genio civile;

Dott. Franco Giuseppe, rappresentante della Camera di commercio, industria e agricoltura;

Dott. Ricci Luigi, rappresentante dell'Ispettorato provinciale dell'agricoltura;

Verzelletti Arturo, Chiappani Giovanni, Ricca Carlo, Manzini Angelo, Bodini Alberto, Zanibelli Amos e Bonvini Primo, rappresentanti dei lavoratori;

Rag. Roncaglio Luigi, rag. Tonetti Giuseppe, Gallini Ottorino e dott. Bianchi Paolo, rappresentanti dei datori di lavoro;

Gardenghi Agostino, rappresentante dei coltivatori diretti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 23 gennaio 1950

Il Ministro: FANFANI

(485)

DECRETO MINISTERIALE 23 gennaio 1950.

Istituzione nella provincia di Pavia, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, della Commissione provinciale per il collocamento di cui all'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264, sui provvedimenti in materia di avviamento al lavoro e di assistenza dei lavoratori involontariamente disoccupati;

Viste le designazioni fatte dalle associazioni interessate, su richiesta del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione di Pavia e comunicate al Ministero con note n. 96 e n. 123-Ris. in data rispettivamente dell'8 ottobre e 15 novembre 1949;

Decreta:

Articolo unico.

E' istituita nella provincia di Pavia, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, la Commissione provinciale per il collocamento composta dai signori:

Presidente:

Direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro.

Membri:

Ing. Callegari Carlo, rappresentante del Genio civile;

Dott. Sacchi Gino, rappresentante della Camera di commercio, industria e agricoltura;

Dott. Martini Achille, rappresentante dell'Ispettorato provinciale dell'agricoltura;

Achilli Ugo, Sicurani Gabriele, on. Lombardi Carlo, Balestrero Franco, Fasani Angelo, geom. Lisca Giuliano e Rizzardi Emilio, rappresentanti dei lavoratori;

Dott. Brambati Piero, dott. Burzio Aldo, dott. Bondioli Giovanni e Vittadini Andrea, rappresentanti dei datori di lavoro;

Geom. Bisogni Alfonso, rappresentante dei coltivatori diretti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 23 gennaio 1950

Il Ministro: FANFANI

(486)

DECRETO MINISTERIALE 23 gennaio 1950.

Istituzione nella provincia di Imperia, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, della Commissione provinciale per il collocamento di cui all'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264, sui provvedimenti in materia di avviamento al lavoro e di assistenza dei lavoratori involontariamente disoccupati;

Viste le designazioni fatte dalle associazioni interessate, su richiesta del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione di Imperia e comunicate al Ministero con nota n. 7466/D in data 7 ottobre 1949;

Decreta:

Articolo unico.

E' istituita nella provincia di Imperia, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, la Commissione provinciale per il collocamento composta dai signori:

Presidente:

Direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro.

Membri:

Geom. Scala Armando, rappresentante del Genio civile;

Rag. Romano Giovanni, rappresentante della Camera di commercio, industria e agricoltura;

Agr. Alessandri Giovanni, rappresentante dell'Ispettorato provinciale dell'agricoltura;

Giacomazzi Giuseppe, Garuti Francesco, Lagorio Eliseo, Marabelli Elvira, Rossi Alpinolo, Gori Ventino e geom. Torre Giuseppe, rappresentanti dei lavoratori;

Ing. Lauretti Guglielmo, dott. Acquarone Fede, Morandi Edoardo e rag. Asplanato Umberto, rappresentanti dei datori di lavoro;

Rag. Quaglia Secondo, rappresentante dei coltivatori diretti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 23 gennaio 1950

Il Ministro: FANFANI

(487)

DECRETO MINISTERIALE 23 gennaio 1950.

Istituzione nella provincia di Rovigo, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, della Commissione provinciale per il collocamento di cui all'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264, sui provvedimenti in materia di avviamento al lavoro e di assistenza dei lavoratori involontariamente disoccupati;

Viste le designazioni fatte dalle associazioni interessate, su richiesta del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione di Rovigo e comunicate al Ministero con nota n. 12659 in data 22 ottobre 1949;

Decreta:

Articolo unico.

E' istituita nella provincia di Rovigo, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, la Commissione provinciale per il collocamento composta dai signori:

Presidente:

Direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro.

Membri:

Ing. Corazza Giovanni, rappresentante del Genio civile;

Dott. Berto Giovanni, rappresentante della Camera di commercio, industria e agricoltura;

Dott. Moreschini Tullio, rappresentante dell'Ispettorato provinciale dell'agricoltura;

Chieregatti Armando, Michelini Guido, Guaglio Nino, Rigamonti Achille, Verza Manlio, Veronese Gastone e dott. Sorgato Danilo, rappresentanti dei lavoratori;

Dott. Osti Giovanni, ing. Traniello Raffaele, avvocato Cattozzo Luigi e Molinari Giuseppe, rappresentanti dei datori di lavoro;

Dott. Rizzi Luigi, rappresentante dei coltivatori diretti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 23 gennaio 1950

Il Ministro: FANFANI

(488)

DECRETO MINISTERIALE 23 gennaio 1950.

Istituzione nella provincia di Torino, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, della Commissione provinciale per il collocamento di cui all'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264, sui provvedimenti in materia di avviamento al lavoro e di assistenza dei lavoratori involontariamente disoccupati;

Viste le designazioni fatte dalle associazioni interessate, su richiesta del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione di Torino e comunicate al Ministero con nota n. 10736 in data 25 ottobre 1949;

Decreta:

Articolo unico.

E' istituita nella provincia di Torino, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, la Commissione provinciale per il collocamento composta dai signori:

Presidente:

Direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro.

Membri:

Ing. Treves Arturo, rappresentante del Genio civile;

Braga Giorgio, rappresentante della Camera di commercio, industria e agricoltura;

Dott. Barbero Alessandro, rappresentante dell'Ispettorato provinciale dell'agricoltura;

Chiappo Carlo, Romano Andrea, Giuliani Enzo, Pianezza Giuseppe, dott. Curti Aurelio, Del Carretto Carlo e Galliani Giulio, rappresentanti dei lavoratori;

Dott. Baro Aldo, avv. Vitelli G. Maria, dott. Bottinelli Nicola e dott. Vasconi Mario, rappresentanti dei datori di lavoro;

Marocco Giovan Battista, rappresentante dei coltivatori diretti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 23 gennaio 1950

Il Ministro: FANFANI

(489)

DECRETO MINISTERIALE 23 gennaio 1950.

Istituzione nella provincia di Rieti, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, della Commissione provinciale per il collocamento di cui all'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264, sui provvedimenti in materia di avviamento al lavoro e di assistenza dei lavoratori involontariamente disoccupati;

Viste le designazioni fatte dalle associazioni interessate, su richiesta del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione di Rieti e comunicate al Ministero con nota n. 6084 in data 5 ottobre 1949;

Decreta:

Articolo unico.

E' istituita nella provincia di Rieti, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, la Commissione provinciale per il collocamento composta dai signori:

Presidente:

Direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro.

Membri:

Ing. Buttarelli Giuseppe, rappresentante del Genio civile;

Dott. Attili Leonida, rappresentante della Camera di commercio, industria e agricoltura;

Dott. Pandolfi Maggiorino, rappresentante dell'Ispettorato provinciale dell'agricoltura;

Dionisi Ugo, Ciocchi Odilio, Buccioli Lamberto, Alunni Alberto, Fabi Michele, Antonacci Maurizio e Rossi Giorgio, rappresentanti dei lavoratori;

Pitoni Giovanni, avv. Cipriani Giuseppe, dott. Boschi Enzo e Pilati Armando, rappresentanti dei datori di lavoro;

Fulvi Guglielmo, rappresentante dei coltivatori diretti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 23 gennaio 1950

Il Ministro: FANFANI

(490)

DECRETO MINISTERIALE 23 gennaio 1950.

Istituzione nella provincia di Modena, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, della Commissione provinciale per il collocamento di cui all'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264, sui provvedimenti in materia di avviamento al lavoro e di assistenza dei lavoratori involontariamente disoccupati;

Viste le designazioni fatte dalle associazioni interessate, su richiesta del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione di Modena e comunicate al Ministero con note nn. 9655 e 10292 in data rispettivamente del 15 e 25 novembre 1949;

Decreta:

Articolo unico.

E' istituita nella provincia di Modena, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, la Commissione provinciale per il collocamento composta dai signori:

Presidente:

Direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro.

Membri:

Dott. Mattioli Luigi, rappresentante del Genio civile;

Mucchi Cesare, rappresentante della Camera di commercio, industria e agricoltura;

Dott. Maghelli Ezio, rappresentante dell'Ispettorato provinciale dell'agricoltura;

Ferrari Eliseo, Resca Ennio, Vecchi Fernando, Martinelli Cesare, Galavotti Arturo, Gorrieri Ermanno e Baldini Giancarlo, rappresentanti dei lavoratori;

Dott. Cerea Aristodemo, dott. Lolli Giulio, dottor Marcoaldi Armando e dott. Neviani Cesare, rappresentanti dei datori di lavoro;

Avv. Giordano Ernesto, rappresentante dei coltivatori diretti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 23 gennaio 1950

Il Ministro: FANFANI

(495)

DECRETO MINISTERIALE 23 gennaio 1950.

Istituzione nella provincia di Perugia, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, della Commissione provinciale per il collocamento di cui all'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264, sui provvedimenti in materia di avviamento al lavoro e di assistenza dei lavoratori involontariamente disoccupati.

Viste le designazioni fatte dalle associazioni interessate, su richiesta del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione di Perugia e comunicate al Ministero con nota n. 11242 in data 12 ottobre 1949;

Decreta:

Articolo unico.

E' istituita nella provincia di Perugia, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, la Commissione provinciale per il collocamento composta dai signori:

Presidente:

Direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro.

Membri:

Geom. Boccolini Giovanni, rappresentante del Genio civile;

Avv. Baduel Giuseppe, rappresentante della Camera di commercio, industria e agricoltura;

Dott. Fettucciari Domenico, rappresentante dell'Ispettorato provinciale dell'agricoltura;

Caponi Alfio, Minciaroni Fausto, Arpino Remo, Cervelli Liliana, dott. Adorni Attilio, Barbanera Quinto e Cencetti Gino, rappresentanti dei lavoratori;

Rag. Faina Giovanni, Ceccarani Lionello, Blasi Irma e dott. Ricci Valentino, rappresentanti dei datori di lavoro;

Dott. Pirami Elio, rappresentante dei coltivatori diretti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 23 gennaio 1950

Il Ministro: FANFANI

(492)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Diffida per smarrimento di diploma di laurea

La dottoressa Luisa Azzariti di Gaetano, nata a Roma il 3 giugno 1918, ha dichiarato di avere smarrito il proprio diploma di laurea in matematica fisica conseguito presso l'Università di Roma nel 1941.

Se ne dà notizia ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del diploma smarrito a consegnarlo alla Università di Roma.

(540)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - DIVISIONE X PORTAFOGLIO

N. 25

CAMBI VALUTARI (Esportazione)

Cambi di chiusura del 6 febbraio 1950

	Dollaro	Franco svizzero
Borsa di Bologna	624,50	145,25
» Firenze	624,50	145,25
» Genova	624,10	145,25
» Milano	624,70	145,20
» Napoli	624,125	145 —
» Roma	624,50	145,50
» Torino	624,65	145,25
» Trieste	624,60	145,50
» Venezia	624,50	145,50

Media dei titoli del 6 febbraio 1950

Rendita 3,50 % 1906	76,425
Id. 3,50 % 1902	75,50
Id. 3 % lordo	46,90
Id. 5 % 1935	98,55
Redimibile 3,50 % 1934	75,70
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (con tagliando)	73,20
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (ex tagliando)	72,40
Id. 5 % (Ricostruzione)	95 —
Id. 5 % 1936	94,20
Buoni del Tesoro 5 % (15 febbraio 1950)	100,80
Id. 5 % (15 settembre 1950)	100,575
Id. 5 % quinq. 1950 (3ª serie)	100,60
Id. 5 % quinq. 1950 (4ª serie)	100,675
Id. 5 % (15 aprile 1951)	101,25
Id. 4 % (15 settembre 1951)	99,10
Id. 5 % convertiti 1951	100,95

Il contabile del Portafoglio dello Stato
DI CRISTINA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Contrattazione cambi

Quotazioni medie ai sensi del decreto-legge 19 settembre 1949, n. 632, valide per il giorno 6 febbraio 1950:

1 dollaro U.S.A.	L. 624,65
1 franco svizzero	» 145,35

Cambi di compensazione vigenti

(Valevoli ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

Belgio	L. 12,71	per franco belga
Francia	» 1,81	» franco francese
Norvegia (c/nuovo)	» 87,38	» corona norvegese
Svezia (c/speciale)	» 120,62	» corona svedese
Svizzera c/spese portuali, transito, trasferimenti vari e c/compensazione extra compensazione)	» 144,39	» franco svizzero

MINISTERO DELL'INDUSTRIA E DEL COMMERCIO

192° Elenco dei decreti Ministeriali di concessione mineraria emanati in virtù del regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1443.

Decreto Ministeriale 30 agosto 1943, registrato alla Corte dei conti il 1° dicembre 1949, registro n. 4 Industria e commercio, foglio n. 264, con il quale la concessione della miniera lignitifera denominata « Sarzanello », sita in territorio dei comuni di Sarzana, Castelnuovo di Magra e Fosdinovo, provincie di La Spezia e Massa Carrara, è trasferita alla S.A. Unione Cementi Marchino & C., con sede in Casale Monferrato.

Decreto Ministeriale 30 agosto 1943, registrato alla Corte dei conti il 15 novembre 1949, registro n. 4 Industria e commercio, foglio n. 232, con il quale la concessione della miniera di lignite denominata « Poggio D'Avane », sita in territorio del comune di Cavriglia, provincia di Arezzo, è trasferita alla S.A. Unione Cementi Marchino & C., con sede in Casale Monferrato.

Decreto Ministeriale 24 giugno 1949, registrato alla Corte dei conti il 12 novembre 1949, registro n. 4 Industria e commercio, foglio n. 219, con il quale la concessione di coltivare i giacimenti di pirite nella località « Campi Vecchi », in comune di Massa Marittima, provincia di Grosseto, accordata al signor Mario Puccioni con decreto Ministeriale 15 maggio 1942, è trasferita ed intestata alla S.A. Mineraria Tirrena, con domicilio eletto in Massa Marittima.

Decreto Ministeriale 27 settembre 1949, registrato alla Corte dei conti il 15 novembre 1949, registro n. 4 Industria e commercio, foglio n. 233, con il quale la concessione di utilizzare in perpetuo le acque termo-minerale delle sorgenti denominate « Terme Regina Isabella », in località Santa Restituta del comune di Lacco Ameno, provincia di Napoli, accordata al signor Angelo Mastrorillo con decreto Ministeriale 6 dicembre 1930, è intestata alla signorina Maria Mastrorillo e signora Irma Emma Rosato ved. Mastrorillo, rappresentata dalla prima, per la quota d'usufrutto come per legge.

Decreto Ministeriale 19 ottobre 1949, registrato alla Corte dei conti il 12 novembre 1949, registro n. 4 Industria e commercio, foglio n. 218, con il quale alla S.A.M.P. Metano Padova Società a responsabilità limitata, con sede in Padova, è concessa, per la durata di anni venticinque, la facoltà di coltivare i giacimenti di gas idrocarburati siti nella località denominata « Borsea », nel comune di Rovigo.

Decreto Ministeriale 19 ottobre 1949, registrato alla Corte dei conti il 24 novembre 1949, registro n. 4 Industria e commercio, foglio n. 246, con il quale alla Società a responsabilità limitata Trasporti e Metano (S.T.E.M.) con sede in Verona, è concessa per la durata di anni quindici, la facoltà di coltivare i giacimenti di gas idrocarburati siti nella località denominata « Zuccherificio », nel comune di Rovigo.

Decreto Ministeriale 19 ottobre 1949, registrato alla Corte dei conti il 30 novembre 1949, registro n. 4 Industria e commercio, foglio n. 262, con il quale ai comuni di Antonimina e Locri, è concessa la facoltà di utilizzare la sorgente di acqua termominerale sita in località « Bagni », del comune di Antonimina, provincia di Reggio Calabria, per la durata di anni novanta. L'area della concessione sarà denominata « Bagni di Antonimina ».

Decreto Ministeriale 28 novembre 1949, registrato alla Corte dei conti il 13 dicembre 1949, registro n. 4 Industria e commercio, foglio n. 296, con il quale la concessione perpetua delle sorgenti di acqua minerale nella località « Sant'Elena », in comune di Chianciano, provincia di Siena, accordata al sig. Giuseppe Cignozzi Bellini con decreto Ministeriale 27 febbraio 1931, è intestata, agli eredi del medesimo, signori Ubaldo ed Emilia Cignozzi Bellini, domiciliati elettivamente in Chianciano.

RETTIFICA

La data di registrazione alla Corte dei conti del decreto Ministeriale di proroga della concessione della facoltà di utilizzare l'anidride carbonica e l'acqua minerale carbonica delle sorgenti in località « Tenuta Acqua Acetosa » in comune di Roma, pubblicato per estratto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica il 17 marzo 1949, n. 63, non è il 1° marzo 1949 ma il 4 marzo 1949.

(536)

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Esonero dal periodo di prova di assistente sanitaria visitatrice capo zona di 3ª classe

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Visto il proprio decreto in data 25 agosto 1949, registrato alla Corte dei conti il 6 ottobre 1949, registro n. 29 Presidenza, foglio n. 284, con il quale si provvide alla nomina delle vincitrici del concorso per titoli a cinque posti di assistente sanitaria visitatrice capo zona di 3ª classe in prova (grado 11°, gruppo *B*) nell'Amministrazione della sanità pubblica;

Visto l'art. 2 del regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 46, concernente l'esonero dal periodo di servizio di prova del personale risultato vincitore di concorso, qualora all'atto della nomina abbia esercitato mansioni proprie del ruolo in cui viene assunto;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, numero 446, concernente l'ordinamento e le attribuzioni dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica;

Decreta:

L'assistente sanitaria visitatrice capo zona di 3ª classe in prova Bertone Maria Clorinda che, all'atto della nomina, aveva esercitato per oltre un anno, alle dipendenze dell'Amministrazione della sanità pubblica, mansioni proprie del ruolo in cui è stata assunta, è esonerata dal prestare il prescritto periodo di servizio di prova ed è, pertanto, nominata assistente sanitaria visitatrice capo zona di 3ª classe, con riserva di anzianità.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione, a norma di legge, e pubblicato, per gli ulteriori effetti, nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e nel bollettino ufficiale della Presidenza del Consiglio dei Ministri Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica.

Roma, addì 25 novembre 1949

p. *Il Presidente del Consiglio dei Ministri*
COTELLESSA

Registrato alla Corte dei conti, addì 9 gennaio 1950
Registro Presidenza n. 32, foglio n. 77. — FERRARI

(470)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso al posto di assistente presso il reparto chimico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Mantova.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto-legge 11 marzo 1934, n. 281, che approva il regolamento dei concorsi ai posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 13 luglio 1945, numero 446, istitutivo dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica;

Visto il decreto del Prefetto di Mantova in data 16 agosto 1947, n. 18450, con cui è stato indetto il concorso pubblico per titoli ed esami al posto di assistente presso il reparto chimico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Mantova;

Decreta:

E' nominata la Commissione per il concorso pubblico per titoli ed esami al posto di assistente del reparto chimico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Mantova.

La Commissione stessa è così costituita:

Presidente:
dott. Camillo Lozzi, vice prefetto.

Membri:
prof. Augusto Giovanardi;
prof. Angelo Contardi;
prof. Felice Bucci, dell'Istituto superiore di sanità;
dott. Francesco Olian Fannio.

Segretario:
dott. Mario Cotogno.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà la sua sede in Mantova.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura di Mantova.

Roma, addì 7 gennaio 1950

L'Alto Commissario: COTELLESSA

(471)

Sostituzione di un membro della Commissione giudicatrice del concorso al posto di direttore presso il reparto medico-micrografico del Laboratorio provinciale d'igiene e profilassi di Vercelli.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il proprio decreto in data 3 giugno 1949, n. 51821/20400.12.88, relativo alla costituzione della Commissione giudicatrice per il concorso interno per titoli ed esami al posto di direttore presso il reparto medico-micrografico del Laboratorio provinciale d'igiene e profilassi di Vercelli;

Visto il proprio decreto in data 26 settembre 1949, n. 54591/20400.12.88, relativo alla sostituzione del presidente della Commissione giudicatrice per il concorso medesimo;

Vista la lettera del Prefetto di Vercelli in data 14 dicembre 1949, n. 31702/San., con la quale si propone la sostituzione del prof. Azzo Azzi attualmente fuori sede, il quale trovasi nella impossibilità di prendere parte ai lavori della predetta Commissione giudicatrice;

Decreta:

Il prof. Carlo Cerruti è nominato membro della Commissione giudicatrice per il concorso interno per titoli ed esami al posto di direttore del reparto medico-micrografico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Vercelli, in sostituzione del prof. Azzo Azzi.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura di Vercelli.

Roma, addì 5 gennaio 1950

L'Alto Commissario: COTELLESSA

(472)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Graduatoria generale del concorso per esami a sei posti di alunno d'ordine in prova (gruppo C, grado 13°) del Genio civile, indetto con decreto Ministeriale 8 aprile 1948.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Visto il regio decreto 7 settembre 1911, n. 1249, che ha approvato il regolamento per il personale del Corpo del genio civile;

Visto il regio decreto 11 novembre 1923, n. 2395, sull'ordinamento gerarchico delle Amministrazioni dello Stato, e successive estensioni e modificazioni;

Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati dello Stato e successive modificazioni;

Visti i regi decreti 8 maggio 1924, n. 843 e regio decreto 3 gennaio 1926, n. 48, che recano norme a favore del personale ex combattente;

Visto il regio decreto 5 luglio 1934, n. 1176, e successive modificazioni;

Visto il regio decreto 8 luglio 1941, n. 868, concernente i benefici a favore dei combattenti della guerra 1940-1943;

Visto il regio decreto 6 gennaio 1942, n. 27, concernente provvidenze a favore dei chiamati alle armi sulle assunzioni da parte delle Amministrazioni dello Stato;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 26 marzo 1946, n. 141, che detta norme per lo svolgimento dei concorsi;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 4 aprile 1947, n. 207;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 30 giugno 1947, n. 624, relativo alla proroga dei termini per bandire i concorsi riservati ai reduci;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 settembre 1947, n. 885, che estende ai profughi dei territori di confine i benefici in favore dei reduci;

Visto il decreto legislativo 26 febbraio 1948, n. 104, che estende ai profughi dell'Africa italiana i benefici previsti per i reduci;

Visto il decreto Ministeriale 8 aprile 1948, n. 9742, registrato alla Corte dei conti il 9 luglio 1948, registro n. 15, foglio n. 143, con il quale è stato bandito il concorso a sei posti di alunno d'ordine in prova (gruppo C, grado 13°) del Genio civile;

Visto il decreto Ministeriale 2 ottobre 1948, n. 30848, registrato alla Corte dei conti l'11 ottobre 1948, registro n. 21, foglio n. 157, con il quale il termine utile per la presentazione delle domande è stato prorogato al 20 ottobre 1948;

Vista la relazione della Commissione esaminatrice nominata coi decreti Ministeriali 23 novembre 1948, n. 36196, 25 marzo 1949, n. 13589 e 7 giugno 1949, n. 23108, e riconosciuta la regolarità del procedimento seguito dalla Commissione stessa;

Decreta:

Art. 1.

E' approvata la seguente graduatoria generale di merito del concorso per esami a sei posti di alunno d'ordine in prova (gruppo C, grado 13°) del Genio civile, bandito con decreto Ministeriale 8 aprile 1948, n. 9742, citato nelle premesse:

1. Vitantonio Giuseppe	punti	36,12
2. Di Muro Enrico	»	35,50
3. Gioioso Ugo	»	35,49
4. Riccio Diodato	»	35,35
5. Tonini Italo	»	35 —
6. Cacioppo Alfredo	»	33,25
7. Malinconico Carlo	»	32,50

Art. 2.

I seguenti candidati sono dichiarati vincitori del concorso medesimo:

1. Vitantonio Giuseppe
2. Di Muro Enrico
3. Gioioso Ugo
4. Riccio Diodato
5. Tonini Italo
6. Cacioppo Alfredo

Art. 3.

Il candidato Malinconico Carlo è dichiarato idoneo.

Roma, addì 10 novembre 1949

Il Ministro: TUPINI

Registrato alla Corte dei conti, addì 18 gennaio 1950
Registro n. 2, foglio n. 18. — DEL GOBBO

(460)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.